



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des collectivités locales
et de la coordination interministérielle**

Arrêté préfectoral n° 2024-0190 du 6 février 2024
portant mise en demeure de la Société IZT sise 3 rue Sarrault
à Saint-Amand-Montrond,

Le Préfet du Cher
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

Vu le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-1046 du 15 juin 2023 accordant délégation de signature à madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète de l'arrondissement de Bourges ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006-1-098 du 18 janvier 2006 modifié autorisant l'exploitation d'une installation de traitement de surface et d'une fonderie situées à Saint-Amand-Montrond, 3 rue Sarrault ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection du site réalisée le 9 novembre 2023 transmis à l'exploitant par courrier du 18 décembre 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 16 janvier 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Considérant que lors de la visite du 9 novembre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le rapport de vérification valant certificat Q18, établi par la société APAVE le 15 mai 2023, pour les installations électriques de la société IZT susvisée, conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;

Considérant que la non-conformité relevée dans le certificat Q18 précité porte sur la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques, danger relevé depuis 2021 par l'organisme ;

Considérant que l'organisme ayant réalisé le certificat Q18 précité recommande la mise en place d'une maintenance préventive pour assurer le nettoyage des armoires électriques de l'entreprise ;

Considérant que les installations électriques ne sont pas entretenues de manière à ne pas engendrer de risque d'incendie et d'explosion ;

Considérant que ce manquement constitue une non-conformité à l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2006-1-098 du 18 janvier 2006 modifié susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 9 novembre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les réseaux d'eaux pluviales ne peuvent pas être isolés par rapport à l'extérieur;

Considérant que le confinement des eaux d'extinction d'incendie n'est pas assuré, des eaux susceptibles d'être polluées peuvent être rejetées à l'extérieur via le réseau d'eaux pluviales ;

Considérant que ce manquement constitue une non-conformité à l'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2006-1-098 du 18 janvier 2006 modifié susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IZT de respecter les dispositions des articles 7.3.3 et 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2006-1-098 du 18 janvier 2006 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société IZT, dont le siège social est situé 3 rue Sarrault – 18200 SAINT-AMAND-MONTROND, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de respecter, dans un délai de 4 mois à compter de la publication du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2006-1-098 du 18 janvier 2006 modifié en :

- assurant le dépoussiérage régulier des armoires électriques ;
- présentant un certificat Q18 attestant l'absence de danger généré par la présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques.

ARTICLE 2 :

La société IZT, dont le siège social est situé 3 rue Sarrault – 18200 SAINT-AMAND-MONTROND, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de respecter, dans un délai de 4 mois à compter de la publication du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2006-1-098 du 18 janvier 2006 modifié en :

- installant un dispositif, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande, permettant d'isoler les deux canalisations d'eaux pluviales par rapport à l'extérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 :

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val-de-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant, à la sous-préfète de Saint-Amand-Montrond et au maire de la commune de Saint-Amand-Montrond.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

SIGNÉ

Camille de WITASSE THÉZY

